

par Jacques-Marie Vaslin

L'esclave et le capitaliste

Source probable :
supplément économique
du journal Le Monde
2004.

L'ESCLAVAGE n'est pas un accident de l'histoire. C'est une étape dans l'évolution du capitalisme. Les pays industriels ont fondé l'essentiel de leur richesse sur l'exploitation des esclaves, puis des travailleurs salariés. Notre système économique actuel est donc la résultante d'un processus dont la maturation est longue, variable et inachevée. Il suit un impératif purement économique : la recherche de la rentabilité au-delà de toute considération éthique. La production du sucre dans les Antilles en est la parfaite illustration.

Pour fuir l'Inquisition qui sévit dans le Portugal du XV^e siècle, des juifs décident de partir pour les cieux qu'ils imaginent plus cléments : l'Amérique du Sud. C'est là qu'ils se spécialisent dans la production du sucre de canne. A nouveau chassés, ils essaient leur savoir-faire au fil de leur exode et parviennent aux Antilles françaises en 1654. Les plantations de canne à sucre prennent alors un essor impressionnant. Mais ce type de production requiert une main-d'œuvre nombreuse et corvéable à merci. Les colons feront alors massivement appel aux esclaves africains.

A cette époque où le mercantilisme est roi, il revient à l'Etat d'organiser l'économie du sucre et son pendant, la traite des esclaves. Le fameux Code noir, édité en 1685, est un recueil de lois dont l'objectif à peine voilé est de maximiser le profit que les colons français tirent de leur terre. L'article premier exige tout d'abord des autorités de « chasser hors de nos îles tous les Juifs » qui y ont établi leur résidence. Ceux-là mêmes qui avaient apporté la prospérité aux îles se voient contraints à un nouvel exil. Les Antilles françaises ont ainsi réussi à importer un savoir-faire à bon compte...

CIRCUIT TRIANGULAIRE

Mais le Code noir ne s'arrête pas là. Il impose aux colons des droits et des devoirs sur leurs esclaves, alors considérés comme des biens meubles. Ces devoirs ne sont pas dus à un soudain regain de charité du pouvoir, mais tout abus conduirait inévitablement à une situation insurrectionnelle. Le capitalisme a horreur de l'instabilité. Le colon a par contre droit de vie ou de mort sur son esclave.

Une fois le cadre juridique posé, la traite des nègres s'organise. Le parcours suivi par les négriers forme un circuit triangulaire qui dure environ dix-huit mois. Le bateau part de France pour l'Afrique chargé de marchandises, comme des pièces de tissus, des fusils et de la poudre, qui sont échangés contre des esclaves. Il met ensuite les voiles en direction des Antilles où les esclaves sont à leur tour vendus. On les débarque au préalable pendant une semaine dans des magasins à nègres, lieux destinés à les « remettre en forme ». Le prix de l'esclave fluctue en fonction de sa

santé, de son sexe, de son âge, de l'offre et de la demande. Le paiement se fait alors en partie au comptant, le reste étant réglé en plusieurs fois. L'argent sert à régler le sucre brut, le café, ou encore l'indigo qui, une fois acheminés en France, seront revendus dans toute l'Europe.

A Nantes surtout, mais aussi Bordeaux ou encore La Rochelle, des fortunes considérables naissent de ce commerce. Guillaume Daudin, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), estime à 6 % le taux de rendement de la traite des esclaves, alors que le taux d'intérêt légal plafonne à 5 %. Mais surtout, le risque est moindre qu'un placement en rentes sur l'Etat. Ce dernier, mal géré, prend l'eau de toute part et sombre plus fréquemment qu'un navire. Le risque n'est pas toujours là où on l'attend.

VOCATIONS

Le nombre d'expéditions atteint un rythme croissant. De 33 par an en moyenne dans les années 1720, on compte 100 expéditions par an au cours des dix dernières années de la monarchie. Il est vrai que l'Etat subventionne largement ce commerce. Des vocations de négrier naissent avec une facilité déconcertante, peu de voix s'en indignent. Il est vrai que les arguments des philosophes des Lumières pèsent peu face aux intérêts économiques en jeu. Des pans entiers de l'économie dépendent de près ou de loin du système esclavagiste. Les colons et les négriers, bien sûr, mais aussi de nombreuses industries comme les raffineries de sucre et les chantiers navals bénéficient du système. Au total plusieurs centaines de milliers de Français vivent plus ou moins directement de l'esclavagisme. Seules des raisons économiques peuvent inverser la tendance.

En 1807, le blocus naval de l'Angleterre renchérit le coût des esclaves. Parallèlement, la production du sucre à partir de la betterave commence à être maîtrisée. Les conditions de l'affranchissement des esclaves sont alors réunies ; une fois libre, ils deviendront plus rentables. Adam Smith l'avait perçu dès 1776... Le 4 mars 1848, l'esclavage est définitivement aboli en France.

Aujourd'hui la soif de marchandises bon marché et de profits croissants pousse les entreprises à rechercher une main-d'œuvre serviable et peu onéreuse. Elle la trouve dans des pays où les droits de l'homme sont allégrement bafoués. Actuellement 200 millions d'enfants travaillent de par le monde. On ne vient plus chercher les esclaves : on leur amène nos usines. Etape suprême d'un capitalisme fort peu regardant.

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'IAE d'Amiens, et chercheur au CRISEA.

... profit que les colons français tirent de leur terre. L'article premier exige tout d'abord des autorités de « chasser hors de nos îles tous les Juifs » qui y ont établi leur résidence. Ceux-là mêmes ...

... intérêts économiques en jeu. Des pans entiers de l'économie dépendent de près ou de loin du système esclavagiste...